

on
um

et contribuer au
ement soutenu de
eprise.

OF estime que pour
à ce pacte social,
éments clés sont
léger : la flexibi-
les conditions de
une flexibilité qui
de réconcilier les
opérationnels de
se et ceux des em-
faut également, en
eindre cette flexibi-
es employés soient
« employable »,
nt la possibilité de
ou de se recycler,
an d'accompagne-
soit offert surtout
perte d'emploi. Le
al repose aussi sur
tion des négocia-
ectives. « *Collective
ng should be the
ource of regulation
employment rela-
», insiste la MEF.
nat est d'avis que
ions d'emploi et les
oivent faire l'objet
iations collectives
d'autres questions
être discutées et
ttes à un accord
employeur et les
seront tenus de*

« nous souhaitons
parviennent à créer
ation gagnant-ga-
ur les employés et
reprises. Il nous
vailler ensemble
paix industrielle,
ation de la produc-
la prospérité pour
onclu Mukeshwar

LÉON BAYA

ÉNERGIE CEB/secteur privé

CEBSA : « Le pays doit garder son indépendance énergétique »

■ « Tout nouvel accord entre les producteurs privés et le CEB doit rétablir l'équilibre de la production, avec 60 % au CEB/public et le reste des 40 % au privé pour que le pays ne soit pas l'otage du privé et, surtout, garde son indépendance énergétique », selon Claude Bibi, porte-parole de la Central Electricity Board Staff Association (CEBSA).

La CEBSA, par l'entremise de M. Bibi, souligne que Maurice, étant un pays souverain, a le droit et le devoir de décider de sa politique énergétique, prenant en compte la réalité du pays, l'intérêt des consommateurs et surtout l'indépendance énergétique de la production. « *L'énergie, étant un droit, ne peut rester entre les mains du privé, et ce n'est pas sous prétexte de la réforme sucrière que l'on doit se précipiter pour trouver un accord. Pour moi, c'est du chantage pur et simple* », a-t-il soutenu. « *Kifer Linnyon Eropain pe insiste pou politik enerzik Moris favoriz enn sek-syon burzwazi ?* », s'interroge Claude Bibi. « *Il est vrai que pour que l'Union européenne débourse la somme allouée à Maurice, il va falloir s'entendre sur le volet énergétique ; mais il faudra que pour tout nouvel accord, le pays et le citoyen sortent gagnants* », affirme-t-il.

« *Nu osi bizin poz lakes-tyon kifer Linnyon Eropain pe insiste pou fors Moris vinn prizonye enn politik enerzetik, ki pou repoz prinsipalman lor linportasyon sarbon e non pa lenerzi renuwlab, kouma soler, eolyenn e mare-motris ? Pour-tan partou dan Lerop pe bouz ver lenerzi renuwlab ek prop. Kifer Linnyon Eropain pe insis-*

te avek enn politik enerzetik, ki repoz l'or gard later Moris sou monopol kann, alor ki limem pe demantel pri ek kota disik ? Eski ena lalyans ant bann vested interest ekonomik Lerop ki pe fourni bann masinn pou bann santral termik ek oligarshi sikriye lokal ? Eski nou pa pe retrow sa vye lalyans kouma ti ekziste o bon vye tan kolonyal ? Kestyon la poze », poursuit Claude Bibi.

Selon le porte-parole de la CEBSA, 80 % de l'énergie produite aujourd'hui sont passés au privé, et ce au détriment du service public, le CEB. L'énergie produite par certaines centrales du CEB coûte (malgré la hausse du produit pétrolier) moins cher que celle générée par le privé ; et c'est une des causes de la mauvaise santé financière du CEB, soutient-il.

D'après les dires de cette association, le CEB dispose aujourd'hui d'une surproduction, et à cause de cela, cette instance est obligée de garder ces centrales en veilleuse (de par les contrats déjà signés pour une certaine quantité de kw garantis), bien que cela lui aurait coûté moins cher de produire le volume de kwh demandé.

Par conséquent, la CEBSA recommande que tout nouvel accord prenne en considération la croissance énergétique dans le pays. Il devrait aussi rétablir l'équilibre de la production, avec 60 % au CEB/public et le reste des 40 % au privé pour que le pays ne soit pas l'otage du privé et surtout garde son indépendance énergétique. « *Que le secteur privé aussi prenne des risques (comme le Spinning Reserve)* », lance Claude Bibi.

UOM Student Union et Council

Des élections les 8,9 et 10

■ Ces jours-ci l'Université de... accordée aux infrastructures

int